



Carcans, le 19 mai 2017

Association de défense des intérêts des usagers du  
Service public d'incendie et de secours de la Gironde  
Hôtel de ville – 2A Route d'Hourtin – 33121 Carcans

Destinataires :  
Toutes les candidates et candidats  
aux élections législatives

Objet : Secours d'urgence en ruralité

Madame,  
Monsieur,

*Vous êtes candidat(e), aux élections législatives. Vous vous engagez donc à assumer de hautes responsabilités, entre autres, à assurer la sécurité de vos administrés et de leurs biens.*

*Malheureusement, nos chères campagnes sont de plus en plus spoliées de leurs services publics. Après la gendarmerie, nous voyons nos sapeurs-pompiers désertier leurs casernes la nuit, les week-ends et les jours fériés, mettant en danger la sécurité des habitants et de leurs biens dans nos communes rurales par des délais d'intervention bien trop longs.*

*Depuis bientôt dix années, notre association, Gironde Vigilante, s'insurge contre la réorganisation des Services publics d'incendie et de secours. Celle-ci a une incidence dramatique sur la qualité des secours en milieu rural et entraîne sur le terrain la régression des services publics de proximité.*

*Nous constatons une inégalité flagrante de ces services avec des secours à deux vitesses :*

- *les uns, rapides et efficaces, en zone urbaine,*
- *les autres, lents et inadaptés, en zone rurale (voire dangereux et malheureusement, nous avons de nombreux témoignages qui l'attestent).*

*Quelles sont les raisons d'une telle différence ?*

- *Le déclassement ou la fermeture de certains centres de secours,*
- *le transfert des moyens matériels et humains vers les zones urbaines,*
- *l'absence des sapeurs-pompiers dans les casernes la nuit, les week-ends et les jours fériés,*
- *l'abandon du prompt secours et du départ immédiat avec pour conséquence l'augmentation des délais d'intervention,*
- *la problématique des C.T.A. (Centres de Traitement des Appels) qui, malheureusement, peut retarder l'intervention des secours (30 à 45 minutes, voire plus),*
- *la désertification médicale,*
- *l'abandon par les S.D.I.S. de certaines interventions...*

*Dans nos campagnes, où la population est vieillissante, nous constatons également une migration des jeunes ménages qui, par choix ou obligation, (le marché de l'immobilier ayant flambé) s'installent dans nos villages. Dans le même temps, pour des raisons économiques, les services publics de proximité désertent les milieux ruraux ; les S.D.I.S. en font partie.*

*Il faut redonner vie à la campagne, en ne la spoliant plus de la sécurité des biens et des personnes, sinon dans quelques années, faute de travail, de médecins, de secours dignes de ce nom, on pourra lire « à vendre » sur la plupart des habitations. Tous les administrés doivent avoir les mêmes droits, qu'ils soient ruraux ou citadins, car tous payent les mêmes impôts. Et nos campagnes ne doivent, en aucun cas devenir des zones désertées en perdant peu à peu tous leurs moyens de secours.*

*Gironde Vigilante est composée de sapeurs-pompiers professionnels et volontaires à la retraite, d'Élus, de représentants de D.F.C.I., de médecins, de personnes de la société civile, tous animés par le même but : « La défense des intérêts des usagers du service public d'incendie et de secours de la Gironde ».*

*Pourtant, malgré les compétences en sécurité des personnes qui la composent, nous n'avons pas été suffisamment pris au sérieux et aujourd'hui nous constatons que la Fédération Nationale des Sapeurs-pompiers de France (FNSPF) fait, à posteriori, des propositions similaires aux nôtres comme :*

- Préserver la proximité et le maillage territorial des casernes pour garantir une rapidité d'intervention en particulier en zone rurale, car chaque minute compte*
- Prendre en compte les déserts médicaux*
- Réaliser des plates-formes communes de gestion des appels d'urgence 15/18*
- Mettre en œuvre des modalités d'intervention adaptées en zone rurale...*

*Seulement cette fois, les compétences de la FNSPF ne peuvent être remises en cause.*

*Nous avons également fait d'autres propositions telles que :*

- l'arrêt des fermetures de casernes en zone rurale,*
- afin de réduire les délais d'intervention, s'appuyer sur le découpage territorial des communautés de communes, et rétablir des permanences opérationnelles 24h/24 dans certains centres de secours de 1<sup>er</sup> niveau d'intervention après étude portant, non pas exclusivement sur des statistiques variant d'une année à l'autre, mais sur les risques potentiels de la zone à défendre,*
- assurer 24h/24 un départ immédiat d'un engin incendie et d'un véhicule de secours et d'assistance aux victimes, dans les centres de 1<sup>er</sup> niveau d'intervention,*
- le dispositif actuel repose trop lourdement sur les Sapeurs-pompiers volontaires d'astreinte à domicile en particulier les nuits, les week-ends et les jours fériés et ne tient pas compte d'un repos de sécurité entre leurs deux activités,*
- en zone rurale, redonner l'initiative aux médecins traitants de faire intervenir les secours,*
- déterminer les délais d'intervention au décroché de l'appel de la demande de secours par le 15 ou le 18 jusqu'à l'arrivée des secours sur les lieux et non pas au départ de ceux-ci...*

*Le changement climatique s'impose à nous et le récent feu de forêt qui a détruit 1 100 hectares dans le Médoc prouve que, malgré les progrès techniques et les éventuelles leçons tirées des feux passés, nous ne sommes pas à l'abri d'une catastrophe écologique mais aussi humaine.*

*De plus, dans nos campagnes, on favorise le maintien des personnes âgées à leur domicile, par contre, les secours d'urgence sont bien trop lents pour leur assurer une prise en charge rapide et efficace en cas d'urgence médicale. Souvent isolées, loin de leur famille, elles n'ont pas toujours la possibilité de se rendre au service d'urgence le plus proche en cas de nécessité.*

*Aujourd'hui, nous constatons que de nombreux corps de métier font grève et manifestent dans les rues pour se faire entendre des pouvoirs publics, les populations rurales ne peuvent le faire. **Par contre, elles votent.***

*Nous sommes malheureusement habitués aux promesses non tenues, nous espérons simplement que pour une fois, la vie des personnes passera avant la question d'argent et **que votre engagement**, en tant que futur(e) Député(e), à garantir la présence des services locaux dans le monde rural, **soit une réalité.***

*La vie de vos administrés ne devrait pas avoir de prix.*

*Nous serions heureux de vous présenter et de développer les propositions et arguments que nous avons adressés à plusieurs reprises aux autorités compétentes et nous vous engageons à regarder la petite vidéo explicite que nous avons réalisée sur notre blog. Nous restons à votre disposition pour tout renseignement complémentaire.*

*Nous ne manquerons pas de faire savoir à nos Adhérents et Sympathisants les éléments de réponse que vous nous apporterez.*

*Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de notre haute considération.*

*Pour le bureau, Jean-Francis SÉGUY,  
Président de Gironde Vigilante  
Tél. : 06 66 46 10 91*



 Christiane AUCANT, Secrétaire de GV : 06 42 39 84 51  
Notre Site : [girondevigilante.canalblog.com](http://girondevigilante.canalblog.com)  
Courriel : [girondevigilante@gmail.com](mailto:girondevigilante@gmail.com)